

Egypte : l'impossible démocratie ?



Au Caire, les alentours du palais présidentiel étaient calmes ce samedi matin, après une nouvelle nuit de manifestation des opposants au président islamiste Mohamed Morsi. La principale coalition d'opposition a annoncé qu'elle ne participerait pas samedi au dialogue proposé par le président Morsi.

Avec Pierre-Jean
Luizard

Mohamed Morsi, le premier président civil démocratiquement élu de l'Égypte, a-t-il définitivement perdu sa légitimité ? Quelle que soit l'issue du bras de fer avec l'opposition, vers un compromis ou l'affrontement, **le président égyptien issu des Frères musulmans n'a visiblement pas mesuré les mutations profondes de la société égyptienne, notamment de la jeunesse.** En tentant de passer en force pour faire passer "sa" Constitution, en agissant pour accaparer tous les pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, il a manifesté un aveuglement qui laisse pantois. En effet, une telle erreur de jugement ne peut s'expliquer que par des facteurs culturels : le monde de l'ancien régime dans lequel vivent encore de nombreux dirigeants des Frères, le fossé abyssal entre les générations. Mohamed Morsi n'a pas compris que l'islam n'est devenu le langage du politique et du social que parce qu'il semblait ouvrir la voie à une citoyenneté à laquelle aspirent les plus jeunes et une part croissante de la population égyptienne. L'adhésion à l'islam des Frères aujourd'hui n'est plus ce qu'il a été aux heures les plus sombres de la répression nassérienne à leur rencontre. Longtemps occultées par la glaciation du régime autoritaire déchu, ces mutations explosent littéralement aujourd'hui au grand jour.

De quoi s'agit-il ? Le religieux s'est sécularisé en devenant une ressource de mobilisation contre l'autoritarisme. **Plus personne ne peut se targuer de détenir le monopole de l'autorité religieuse. Cette pluralisation a été encore exacerbée par l'explosion de l'individualisme chez les plus jeunes, et du consumérisme.** Moubarak a été le dernier représentant d'un monde révolu. Désormais, il ne semble plus possible de gouverner l'Égypte avec les anciennes recettes. Morsi vient de l'apprendre à ses dépens. L'incapacité des Frères à se situer dans ce nouveau monde, leur refus de considérer de façon autonome la question sociale, leur attachement à l'ancienne conception caritative de l'action sociale, tout ceci à peu à peu grevé le capital de sympathie dont ils disposaient il y a peu. La dérive autoritaire a achevé d'étendre les désillusions à leur égard.

Alors ? Une seconde étape de la révolution est-elle en marche ? **Allons-nous assister à une révolution citoyenne une fois que l'épreuve du pouvoir aura disqualifié les vainqueurs des dernières élections ? Rien n'est moins sûr. D'abord, les Frères demeurent de loin la plus grande force politique organisée du pays.** C'est surtout vrai face à une opposition qui apparaît unie aujourd'hui pour les empêcher d'installer un nouveau régime autoritaire, mais qui n'est d'accord sur à peu près rien. Entre les Jeunes du 6-avril, les militants d'extrême-gauche, les nassériens, les libéraux, les Coptes, les femmes féministes, les intellectuels, les représentants de l'ancien régime recyclés en défenseurs de la démocratie, il y a peu de convergences. Par ailleurs, **peut-on voir en Égypte une démocratie qui exclurait les Frères musulmans ? Le danger est grand, dès lors, de voir l'armée sortir de sa réserve et tenter de prendre sa revanche après sa mise à l'écart par le président Morsi.** En se présentant comme le recours suprême, les dirigeants militaires n'imaginent-ils pas pouvoir sauver les privilèges de leur institution, même au prix d'un accord tacite avec les Frères musulmans ? Un tel calcul serait cependant très hasardeux. Car l'armée, à l'image de la société, est elle-même

traversée par des aspirations croissantes à une véritable citoyenneté.

De façon très symbolique, l'autre pionnier des Printemps arabes, la Tunisie, vit sa première épreuve de force à l'échelle du pays entre le gouvernement à majorité Ennahda et l'UGTT, la seule grande centrale syndicale du monde arabe à avoir réussi à préserver son autonomie face aux pouvoirs autoritaires successifs. Là aussi, les gouvernants actuels sont confrontés à une société qui, dans sa pluralité, est devenue un acteur politique à part entière.